

marches-securises.fr

PUBLICATION

**ÉTABLISSEMENT**

Ville de Saint Cyr sur Mer (83)
Hôtel de Ville
Place Estienne d'Orves
83270 Saint Cyr sur Mer

**AVIS DE MARCHÉ
SERVICES****Organisme acheteur**

Commune de Saint-Cyr sur Mer (83), Pauline SEGUOLA, Hôtel de Ville Place Estienne d'Orves, 83270 Saint Cyr sur Mer, pays_ISO3166_FRA. Tel : +33 494262622. E-mail : p.seguola@saintcyrsumer.fr.

Adresse(s) internet

Site du profil d'acheteur : <https://www.marches-securises.fr>

Objet du marché

Refonte du site internet et intranet de la commune de Saint-cyr-sur-Mer

Lieu d'exécution

commune de saint cyr sur mer 83270 saint cyr sur mer

Caractéristiques**Type de procédure :**

Procédure adaptée.

Caractéristiques principales :

Le présent marché comporte une tranche ferme et 1 tranche optionnelle :

Tranche ferme :

- La conception, l'hébergement et la maintenance du site internet et intranet de la Ville de Saint-Cyr-sur-Mer

Tranche optionnelle :

- Tranche Optionnelle 1 : Module de Concertation citoyenne

Des variantes seront prises en considération : Non**Division en lots : Non****Durée du marché ou délai d'exécution**

Durée en mois : 7 (à compter de la date de notification du marché).

Date limite de réception des candidatures

Lundi 24 mars 2025 - 16:00

Délai minimum pendant lequel le soumissionnaire est tenu de maintenir son offre

Durée en jours : 120 (à compter de la date limite de réception des offres).

Conditions relatives au marché**Cautionnement et garanties exigés**

Sans objet d'un point de vue financier.

Garantie de continuité des prestations - voir CCAP du marché.

Modalités essentielles de financement et de paiement et/ou références aux textes qui les réglementent

Le financement du marché est assuré par le budget principal de la Commune de Saint Cyr sur Mer. Le ou les paiements (selon si les acomptes ont été choisis par le titulaire) sera(ont) effectué(s), par mandat administratif, dans un délai maximum de 30 jours à compter de la date de réception de la demande d'acompte ou de la facture par la Commune de Saint Cyr sur Mer.

Forme juridique que devra revêtir le groupement d'opérateurs économiques attributaire du marché

Les candidats peuvent se présenter seul ou en groupement.

En cas de groupement, aucune forme de groupement n'est imposée par le pouvoir adjudicateur.

Le pouvoir adjudicateur interdit, conformément à l'article R2151-7 du code de la commande publique, aux candidats de présenter leurs offres en agissant à la fois :

- En qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ;
- En qualité de membres de plusieurs groupements.

Unité monétaire utilisée : Euro.**Justifications à produire quant aux qualités et capacités du candidat**

Documents à produire obligatoirement par le candidat, à l'appui de sa candidature :

- Copie du ou des jugements prononcés, si le candidat est en redressement judiciaire (si ces documents ne sont pas déjà demandés dans le cadre du formulaire DC2, ci-après).
- Déclaration sur l'honneur du candidat justifiant qu'il n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner obligatoires prévus aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 ou aux articles L. 2141-7 à L. 2141-10 du code de la commande publique ou, pour les marchés publics de défense ou de sécurité, qu'il n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner obligatoires prévus aux articles L. 2341-1 à L. 2341-3 ou aux articles L. 2141-7 à L. 2341-5 du code de la commande publique (si cette déclaration n'est pas déjà demandée dans le cadre du formulaire DC1, ci-après)

Documents à produire à l'appui des candidatures par le candidat, au choix de l'acheteur public :

- Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les fournitures, services ou travaux objet du marché, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles (renseignements à inscrire dans le formulaire DC2, si celui-ci est demandé par l'acheteur public).
- Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels (déclaration à produire en annexe du formulaire DC2, si celui-ci est demandé par l'acheteur public).
- Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années (déclaration à produire en annexe du formulaire DC2, si celui-ci est demandé par l'acheteur public).
- Présentation d'une liste des principales fournitures ou des principaux services effectués au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les livraisons et les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique (documents à fournir en annexe du formulaire DC2, si celui-ci est demandé par l'acheteur public).
- Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation de marchés de même nature (déclaration à produire en annexe du formulaire DC2, si celui-ci est demandé par l'acheteur public).
- Formulaire DC1, Lettre de candidature - Habilitation du mandataire par ses co-traitants (disponible à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat-dc1-dc2-dc3-dc4>).
- Formulaire DC2, Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement (disponible à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat-dc1-dc2-dc3-dc4>).

Documents à produire obligatoirement par l'attributaire, avant la signature et la notification du marché public ou de l'accord-cadre (formulaire NOT1) :

- Les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 et D. 8222-8 du code du travail.
- Si l'attributaire est établi en France, les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales et sociales ou un état annuel des certificats reçus (formulaire NOT12).
- Si l'attributaire est établi dans un Etat autre que la France, un certificat établi par les administrations et organismes du pays d'origine. Lorsqu'un tel certificat n'est pas délivré par le pays concerné, il peut être remplacé par une déclaration sous serment, ou dans les Etats où un tel serment n'existe pas, par une déclaration solennelle faite par l'intéressé devant l'autorité judiciaire ou administrative compétente, un notaire ou un organisme professionnel qualifié du pays.
- Si les documents fournis par le candidat ne sont pas établis en langue française, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

Critères d'attribution

Offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés ci-dessous avec leur pondération.

- 1: délai de réalisation des prestations 10%
- 2: prix 20%
- 3: valeur technique 70%

Autres renseignements**Numéro de référence attribué au marché par l'organisme acheteur**

2025.06.2.COM

Conditions et mode de paiement pour obtenir les documents contractuels et additionnels

tous les documents sont dans le DCE librement téléchargeable

Conditions de remise des offres ou des candidatures

par voie électronique via le profil acheteur

Adresses complémentaires**Date d'envoi du présent avis**

26 février 2025